Libourne (33) : une prof marocaine avait fabriqué de fausses menaces racistes, entraîné la garde à vue d’élèves et déclenché une tempête médiatique, douze mois avec sursis et interdiction d’enseigner (MàJ)

15/10/2025 à 14h40



15/10/2025

Le tribunal de Libourne a condamné ce mardi une professeure du lycée Jean-Monnet à **douze mois de prison avec sursis probatoire** pour *escroquerie aggravée* et *dénonciation mensongère*. Elle avait rédigé elle-même les lettres et messages de menaces de mort à caractère raciste dont elle prétendait être la cible. Décrite comme « fragile psychologiquement » mais pleinement « responsable de ses actes », elle a également été **interdite d’exercer le métier d’enseignante pendant cinq ans**, contrainte de **suivre des soins**

psychologiques et devra **rembourser le rectorat**, qui avait mobilisé des moyens de protection importants.

À l'audience, cette femme de 43 ans, **d'origine marocaine**, a reconnu avoir envoyé un SMS menaçant en avril 2025, mais continue de nier avoir rédigé les trois lettres manuscrites qui appelaient à la « tuer, la violer et la saigner comme un cochon ». Les expertises graphologiques l'ont pourtant désignée comme leur autrice. En pleurs, elle a déclaré : « Ce métier, c'est toute ma vie », avant de s'effondrer en entendant sa peine. Le procureur a évoqué une femme « prise dans l'engrenage de son mensonge, dans son personnage de victime ».

Dans le lycée, la sidération domine. Son collègue Thierry Crespin dénonce « des réactions jouées » : « Elle tombait soi-disant dans les pommes. Je n'y crois pas un instant. » D'autres enseignants parlent de trahison. Corinne, technicienne de labo, confie : « Je me suis sentie bernée. Elle a donné des versions différentes à chacun. » Edwige, professeure de gestion, dit être « anéantie » : « J'ai appris que c'était elle, ça m'a abattue. » L'affaire a « mis à mal la communauté éducative », provoquant tensions, soupçons et gardes à vue parmi élèves et enseignants. « Dès que vous tapez "lycée Jean Monnet Libourne", c'est la première chose qui sort. »

France Bleu

30/04/2025

L'enseignante menacée de mort à 4 reprises depuis décembre 2023 au lycée professionnel Jean Monnet de Libourne a menti. Elle a été mise en examen ce mercredi pour dénonciation mensongère et escroquerie aggravée. Lors de sa garde à vue, elle a reconnu avoir envoyé le dernier message.

France Bleu

(…) Il y a eu ces nouvelles menaces envoyées, via le téléphone portable d'une élève de troisième, par un numéro inconnu, le 10 avril dernier. L'appel de trop pour la professeure ? Toujours est-il qu'au cours de leurs investigations, les gendarmes ont pu identifier le lieu où avait été achetée la carte SIM insérée dans le téléphone ayant servi à envoyer les menaces.

De même, les enquêteurs ont découvert que le téléphone avait été acheté en juin 2024 avec la carte bancaire de l'enseignante. Enfin, une expertise graphologique des lettres parvenait à la conclusion que l'enseignante était bien l'autrice des envois anonymes au lycée (…)

« Elle reconnaissait uniquement avoir rédigé le SMS contenant les menaces et contestait les conclusions de l'expertise graphologique la désignant comme la rédactrice des courriers », précise le procureur. (…)

L'audience est programmée au 14 octobre prochain. Une mesure de contrôle judiciaire, avec une interdiction de paraître au lycée et d'exercer une activité d'enseignement, a par ailleurs été prise. (…)

Sud Ouest

(Merci à Romain.)

29/04/25

Selon BFMTV, une enseignante du lycée Jean-Monnet à Libourne, en Gironde, a été placée en garde à vue ce mardi 29 avril pour "dénonciation mensongère". Elle affirmait depuis fin 2023 avoir reçu trois lettres anonymes contenant des propos racistes et des menaces de mort, dont une évoquait de "l'égorger comme un cochon" ainsi que "tous les bougnoules du

lycée”.

Une enquête ouverte par le parquet de Libourne, après de nouveaux éléments, vise désormais aussi les chefs de “recherches inutiles” et “escroquerie aggravée”. La professeure est entendue par la brigade de recherches de Libourne. L’affaire avait déclenché des mouvements de retrait parmi les enseignants et une mobilisation des autorités scolaires et policières autour de l’établissement.

13/11/24

Selon France Info, une enseignante du lycée Jean-Monnet à Libourne (Gironde) a reçu une troisième lettre de menaces de mort, glissée sous la porte de sa salle de cours le mercredi 13 novembre 2024. Le courrier contient des propos à caractère raciste, bien que “moins caractérisés” que ceux des lettres précédentes, selon le maire de la ville Philippe Buisson.

La première lettre, envoyée anonymement en décembre 2023, proférait des menaces explicites : la professeure y était menacée d’être “égorgée comme un cochon” tout comme “tous” les élèves d’origine “arabe”. Une deuxième lettre, similaire, avait été retrouvée en septembre. À la suite de ces événements, une plainte a été déposée, une enquête est en cours, et le rectorat a annoncé la mise en place d’un dispositif de sécurité mobile dès le lendemain.

Les enseignants du lycée, choqués, demandent une protection policière pour leur collègue. On ignore pour l’instant si ces trois courriers proviennent du même auteur.

> *Libourne (33) – une enseignante visée pour la troisième fois par une lettre de menaces de mort et des injures racistes (MàJ : placée en garde à vue pour “dénonciation mensongère”)*

https://t.co/IFX7zK8QeC pic.twitter.com/JYJJHCjtyN

— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) April 29, 2025